

# 9. L'élaboration du PPRT

Mesures constructives sur les logements en zone b2.

Objectif : Protéger les personnes

## 1 - Sur le bâti existant

L'intervention de professionnels du bâtiment sera nécessaire pour :

- La réalisation du diagnostic sur le bâti pour déterminer au mieux les travaux de renforcement à mettre en oeuvre,
- Evaluer leur coût,
- Hiérarchiser ces travaux.
- La réalisation des travaux.

En fonction du diagnostic, les fenêtres ne pouvant pas être renforcées par les techniques précédentes devront être remplacées (double vitrage et châssis adaptés à l'effet de surpression).

Le propriétaire définit les travaux à réaliser en priorité.

Le coût des travaux prescrits ne peut excéder 10 % de la valeur vénale du bien ou 20 000€.

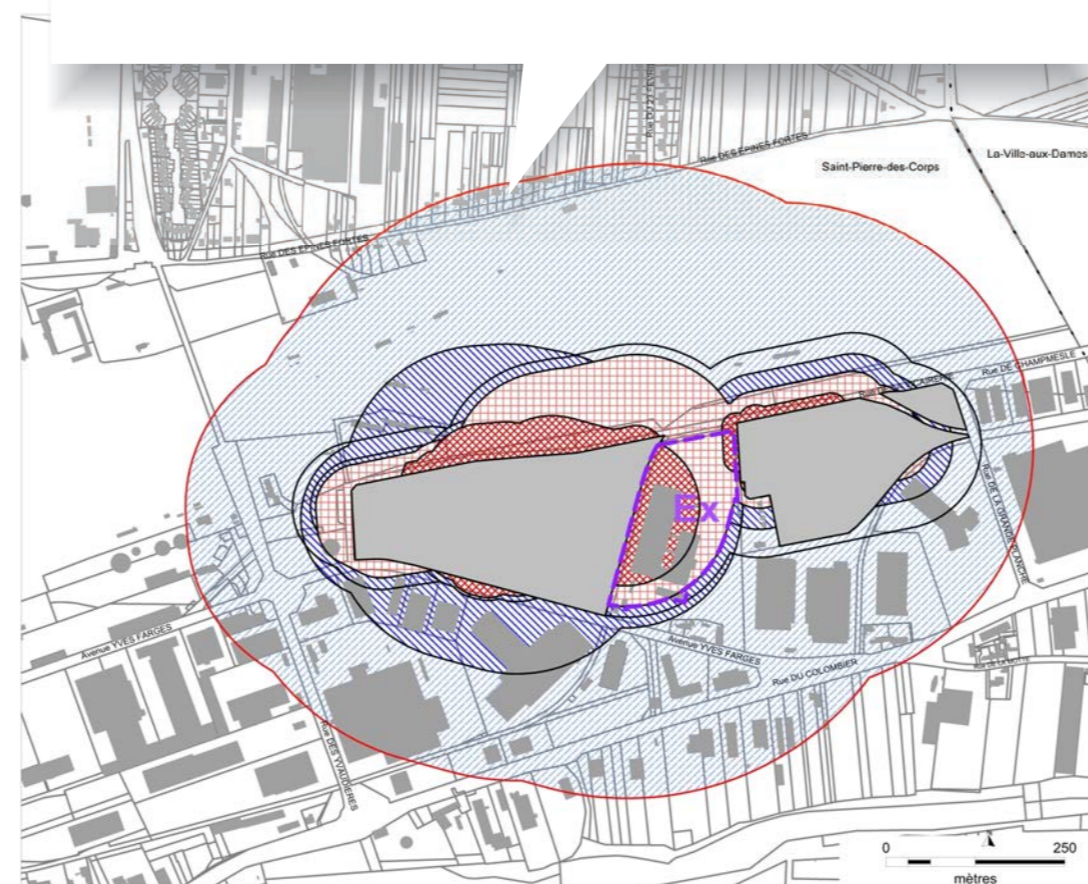
Ils sont subventionnés à hauteur de 90 % par :

- les collectivités percevant la CET (25%),
- les entreprises à l'origine du risque (25%),
- l'État (sous forme de réduction d'impôt 40 %)

**Les menuiseries extérieures vitrées sont à traiter en priorité.**  
**Le renforcement de la toiture, la charpente ou des murs peut s'avérer nécessaire.**

## Pourquoi vous protéger ?

Le risque de surpression se manifeste essentiellement par les effets indirects provenant de la projection de débris des fenêtres et des vitres.



Intensité :	Conséquences :
20 à 50 mbar	Effet direct par bris de vitres : blessures
70 mbar	Destruction totale des vitres et destruction partielle des maisons
100 mbar	Destruction totale des cadres et fenêtres
140 mbar	Effondrement partiel des murs

## 2 - Sur le bâti futur

Extensions ou constructions nouvelles à usage d'habitation

Des mesures constructives obligatoires pour le bâti futur sont à mettre en oeuvre dès la conception du projet.

Toiture, charpente, murs et ouvertures pleines ou vitrées devront résister à l'effet de surpression défini pour la zone b.



Dans la majorité des cas, il s'agit d'appliquer un film de sécurité anti-explosion (ou dit anti-fragment) sur le vitrage de la fenêtre existante.



Les fixations du dormant doivent être prises en considération



Les travaux seront à réaliser dans un délai de 8 ans à compter de la date d'approbation du PPRT